

Cuba exige à Genève d'arrêter la politisation des Droits de l'homme.

Image not found or type unknown

Genève, 13 mars (RHC) Le représentant permanent de Cuba aux Nations Unies à Genève, Juan Antonio Quintanilla a demandé aujourd'hui de ne pas utiliser des thèmes des Droits de l'homme comme une arme politique et il a appelé au dialogue et à la coopération.

Lors de son intervention dans un débat au sein du Conseil de Droits de l'homme, l'ambassadeur cubain a exhorté à abandonner la pratique nocive de quelques pays de promouvoir sans la moindre pudeur le principe du « deux poids, deux mesures », la manipulation, l'approche punitive et la sélectivité dans le traitement de questions aussi sensibles.

« Les tentatives de transformer le Conseil dans une espèce de Tribunal où des actions d'ingérence sont promues et où l'on essaie de légitimer des politiques de changement de régime, s'avèrent de plus en plus évidentes, -a-t-il dénoncé- .

Dans le forum, axé sur le thème quatre, réservé aux situations qui demandent l'attention de cet organe de l'ONU, le diplomate a affirmé que Cuba va continuer à dénoncer et à rejeter l'emploi des Droits de l'homme comme une arme politique et du Conseil en tant que théâtre de confrontation.

Les résolutions et les mandats issus des initiatives de ce thème de l'agenda, en général n'ont pas le moindre impact sur le terrain, car ils ne comptent pas sur le consentement des États concernés. Cependant, des millions de dollars sont destinés à ces initiatives et mandats », a-t-il précisé.

De l'avis de Quintanilla, de telles positions constituent une manière stérile de gaspiller des ressources, dans un système multilatéral qui a besoin de la plus grande attention possible aux questions du développement.

L'approche punitive doit être changée par une autre dans laquelle doivent prévaloir le respect, la coopération et le dialogue constructif, a-t-il insisté lors du débat dans le cadre de la 46ème session du Conseil prévue jusqu'au 23 mars.

Au nom de Cuba, son représentant a déploré que quelques gouvernements tentent de donner des leçons de modèles de démocratie et des droits de l'homme, éloignés de la réalité et que la plupart des fois ces gouvernements ne respectent même pas.

Le discours de certains pays selon lequel ils reconnaissent leurs problèmes et ils sont entièrement ouverts au scrutin manque de crédibilité. Il s'avère très facile d'utiliser ce discours lorsqu'on sait qu'ils ne seront jamais scrutés, car malheureusement dans ce monde, c'est celui qui paie qui décide. Ou peut-être seraient-ils en disposition de présenter des résolutions et des mandats sur eux-mêmes ? a-t-il relevé.

Quintanilla a également critiqué dans le forum le fait que les violations flagrantes et évidentes des droits de l'homme commises par les plus puissants ne soient pas dénoncées.

On ne condamne ni ceux qui imposent des mesures criminelles coercitives unilatérales, ni ceux qui menacent, ni les agressions contre d'autres États, ni la continue violation des principes fondamentaux qui gèrent les relations internationales. Reprenons les objectifs fondamentaux de coopération et de dialogue par lesquels cet organe doit être géré.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/250539-cuba-exige-a-geneve-darreter-la-politisation-des-droits-de-lhomme>



Radio Habana Cuba